

Le 4 avril 2014

## M. Kerry vient-il d'échouer à prolonger les négociations sur le processus de paix ?

Par **Michel Roche**, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

La décision du Président de l'Autorité Palestinienne de demander l'adhésion de la Palestine à quinze traités internationaux montre la gravité de la crise que traverse la relance du processus de paix, sous sa forme engagée par M. Kerry ; certains évoquent même un possible échec. Alors que l'on approchait du 29 avril qui est la date initialement proposée par le Secrétaire d'Etat américain pour conclure, il était devenu clair qu'il n'y aurait pas d'accord à cette date. La diplomatie américaine a donc fait porter tous ses efforts pour pousser les Israéliens et les Palestiniens à accepter les conditions qui permettraient de prolonger la négociation d'une année. C'est sur cette question que le dossier vient de se bloquer et il reste désormais peu de temps aux partenaires pour trouver une solution faute de quoi c'est l'ensemble de la négociation qui échouerait.

Une reprise des négociations sera d'autant plus difficile que le dossier a évolué avec le geste de M. Abbas. Les demandes d'adhésion palestiniennes ont été transmises par les voies officielles aux Nations Unies et si les procédures peuvent être ralenties, on ne voit pas comment elles pourraient être arrêtées. La tentation est forte de faire peser le blâme sur l'Autorité Palestinienne, mais force est de reconnaître que juste avant sa décision il y avait eu un refus israélien de libérer, comme prévu, un certain nombre de prisonniers palestiniens avant le 29 mars.

Mais la décision de M. Netanyahu, ultérieurement présentée comme un simple report, s'explique aussi par des considérations de politique intérieure, car parmi ces prisonniers figurait un certain nombre d'arabes israéliens dont la libération n'était pas acceptable pour plusieurs membres de son cabinet. A sa décharge M. Netanyahu peut laisser entendre qu'il n'était pas personnellement engagé sur ce point puisque la proposition de les libérer venait de M. Kerry lui-même.

Et c'est là qu'on touche probablement au défaut de la méthode du Secrétaire d'Etat. Il fallait certes pousser les deux parties à trouver une solution, d'où l'aspect très directif donné à des propositions difficiles à accepter pour chacune des parties ; mais il s'ajoute aussi une impression de déséquilibre dans les efforts demandés. La lecture de ses propositions telles qu'elles ont été présentées par la presse israélienne (Haaretz) est assez claire : aux Palestiniens l'engagement de ne rien faire aux Nations Unies ; aux Israéliens la libération d'un contingent de prisonniers en fin de peine (M. Barghouti étant exclu de la liste) et un engagement de modération dans la construction en Cisjordanie, cette disposition ne concernant pas Jérusalem-Est. Alors que M. Netanyahu avait tout fait pour relancer la construction, l'absence de portée concrète du geste demandé à la partie israélienne n'a pas été de nature à convaincre les Palestiniens de la neutralité du négociateur américain.

M. Abbas a d'autant moins hésité à réagir qu'il venait de recevoir un appui signalé de la part de la Ligue Arabe. Lors du sommet tenu à Koweït les chefs d'Etat ont en effet unanimement rejeté l'exigence israélienne de reconnaissance du caractère Juif de l'Etat d'Israël, ce qui signifie que M. Abbas ne signera jamais un accord qui comporterait une telle reconnaissance. Désormais on peut s'attendre à ce que toute proposition américaine visant à appuyer Israël sur ce point soit rejetée d'emblée. La question est loin d'être purement symbolique ou religieuse ; elle a aussi des conséquences tout à fait concrètes, s'agissant des droits des Arabes en Palestine. Pour Israël, ceci touche aussi à une question identitaire fondamentale. La prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères permettra de constater le niveau de l'engagement de la Ligue Arabe aux côtés des Palestiniens, mais on peut penser que cet engagement ne faiblira pas.

Israël tout comme l'Autorité Palestinienne ont fait savoir qu'ils étaient disposés à reprendre les négociations. Mais la semaine qui vient de s'écouler laissera des traces. M. Kerry qui a pour le moment renoncé à venir à Ramallah a exprimé sa lassitude devant l'impossibilité de progresser et appelé à nouveau les deux parties à prendre leurs responsabilités. Le message est clair : l'Amérique pourrait se désintéresser du processus et laisser les protagonistes à leurs différends. De toute façon le Secrétaire d'Etat devra faire le point lorsqu'il sera rentré de sa tournée en Afrique du Nord. Pour les Américains qui ont fait porter le blâme également sur les deux parties, l'heure semble plutôt à la recherche des moyens de reprendre les négociations.

Mais les conditions se dégradent vite car on assiste depuis lors à une surenchère entre Israéliens et Palestiniens. Les premiers brandissent des menaces de rétorsion et les sanctions : autorisation donnée à la construction d'un Musée contesté à Silwan ; gel d'une extension de réseau de téléphonie mobile à Gaza ; annonce de mesures punitives. Du côté palestinien, il semble que les menaces ne portent pas : M. Abbas a bien indiqué qu'il était prêt à repousser l'échéance du 29 avril, mais ses conditions sont plus dures. Il aurait en effet confirmé à M. Kerry lors d'un entretien téléphonique qu'il ne reviendrait pas sur les demandes d'adhésion aux conventions internationales ; bien plus, il aurait présenté un catalogue de demandes portant sur la libération d'un nombre plus élevé de prisonniers et sur la réduction de la présence israéliennes dans les différentes zones palestiniennes.

Un autre facteur pourrait peser sur le climat, aux Etats Unis mêmes, qui ne joue pas en faveur d'Israël : il s'agit de la proposition de libérer Jonathan Pollard. Alors que le sujet avait été mis sur la table comme un geste vis-à-vis des Israéliens, l'administration américaine a manifestement sous-estimé les réactions au sein de sa propre opinion. Les révélations parues dans la presse sont troublantes pour le lecteur américain : on y apprend que M. Pollard ne s'est pas contenté de transmettre des renseignements, mais qu'il a monté un véritable réseau en faveur d'Israël. Citoyen américain lors des faits, il est devenu Israélien par la suite, alors qu'il se trouvait en prison ; il avait d'ailleurs été remis aux Américains par les Israéliens eux-mêmes lorsqu'il s'était réfugié dans leur ambassade.

La semaine qui s'annonce risque d'être dure et une dégradation sur le terrain semble vraisemblable. De son côté, M. Obama ne s'est pas encore exprimé, mais c'est à lui que reviendra la décision de poursuivre ou non. En dépit de leur frustration, on voit mal les Américains déclarer forfait, car ceci reviendrait à transférer le dossier aux Nations Unies. Dans le même temps ils ne peuvent espérer faire revenir M. Abbas sur les demandes d'adhésion ; il leur reviendra probablement de le faire accepter aux Israéliens. Et ceux-ci demeurent certes maîtres du terrain, mais ils ne peuvent que constater que le temps ne joue plus pour eux. L'opinion israélienne aura aussi son mot à dire car, en dépit des outrances de certains responsables politiques, l'idée progresse aussi qu'Israël doit se préparer à faire des choix difficiles.

**Michel Roche**

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil